



CHAPITRE 314

Loi de la curatelle publique

CURATEUR PUBLIC ET SON PERSONNEL

Curateur public. 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer une personne pour agir comme curateur public dans toute la province.

Curateur public intérimaire. Au cas d'absence, de maladie ou d'incapacité d'agir du curateur public, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un curateur public intérimaire et, pendant le temps que celui-ci agit en cette qualité, il a tous les pouvoirs du curateur public.

Direction, etc. Ces fonctionnaires sont sous la direction du ministre des finances et la surveillance de l'inspecteur des compagnies de fidéicommiss.

Traitements. Leur traitement est fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil. 9 Geo. VI, c. 62, a. 2; 11-12 Eliz. II, c. 59, a. 1.

Dispositions applicables. 2. Les dispositions des sections III et IV de la Loi des employés publics (chap. 12) s'appliquent, *mutatis mutandis*, à ces fonctionnaires et ils sont dispensés de prêter tout autre serment et de fournir tout autre cautionnement qui peuvent être prescrits pour l'exercice d'une des charges qui leur sont conférées par la présente loi.

Attestation. Lorsque des déclarations écrites doivent être attestées sous serment par le curateur public ou le curateur public intérimaire, elles peuvent l'être sous leur serment d'office.

Dispositions applicables. Les dispositions de la section II de la Loi des pensions (chap. 14) s'appliquent aussi à ces fonctionnaires. 9 Geo. VI, c. 62, a. 3; 12 Geo. VI, c. 42, a. 1.

CHAPTER 314

Public Curatorship Act

PUBLIC CURATOR AND HIS STAFF

1. The Lieutenant-Governor in Council may appoint a person to act as public curator throughout the Province. **Public curator.**

In case of the absence, illness or inability to act of the public curator, the Lieutenant-Governor in Council may appoint a temporary public curator and, while acting in that capacity, the latter shall have all the powers of the public curator. **Temporary public curator.**

Such functionaries shall be under the direction of the Minister of Finance and the supervision of the Inspector of Trust Companies. **Direction, etc.**

Their salaries shall be fixed by the Lieutenant-Governor in Council. 9 Geo. VI, c. 62, s. 2; 11-12 Eliz. II, c. 59, s. 1. **Salaries.**

2. The provisions of Divisions III and IV of the Public Officers Act (Chap. 12) shall apply, *mutatis mutandis*, to such functionaries, who shall not be required to take any other oath or to furnish any other security which may be prescribed for the performance of any of the duties assigned to them by this act. **Provisions to apply.**

When written declarations are to be sworn to, by the public curator or the temporary public curator, such declarations may be sworn to under their oath of office. **Oath.**

The provisions of Division II of the Pension Act (Chap. 14) shall also apply to such functionaries. 9 Geo. VI, c. 62, s. 3; 12 Geo. VI, c. 42, s. 1. **Provisions to apply.**

- Signature.** 3. Tout document signé du nom du curateur public, en l'une quelconque de ses qualités officielles, fait foi *prima facie* de son contenu, ainsi que de la signature et de la qualité du curateur public. 9 Geo. VI, c. 62, a. 3a; 15-16 Geo. VI, c. 55, a. 1.
- Décès du curateur public.** 4. Au cas de décès du curateur public, le curateur public intérimaire, s'il y en a un, sinon l'assistant du curateur public exerce les pouvoirs de ce dernier jusqu'à ce qu'un curateur public soit nommé et entre en fonctions. 9 Geo. VI, c. 62, a. 4.
- Assistant, etc.** 5. Un assistant, un secrétaire, des comptables et autres fonctionnaires peuvent être nommés suivant la Loi du service civil (chap. 13) pour aider le curateur public dans son administration en vertu de la présente loi. 9 Geo. VI, c. 62, a. 5.
3. Every document signed with the name of the public curator, in any of his official capacities, shall be *prima facie* evidence of its contents and of the signature and capacity of the public curator. 9 Geo. VI, c. 62, s. 3a; 15-16 Geo. VI, c. 55, s. 1.
4. In case of the death of the public curator, the temporary public curator, if there is one, and, if not, the assistant public curator, shall exercise the powers of the public curator until a public curator is appointed and enters upon his duties. 9 Geo. VI, c. 62, s. 4.
5. An assistant, a secretary, accountants and other functionaries may be appointed in accordance with the Civil Service Act (Chap. 13), to assist the public curator in his administration under this act. 9 Geo. VI, c. 62, s. 5.

MALADES MENTAUX

MENTAL PATIENTS

- Curateur d'office.** 6. Le curateur public est curateur d'office de tout malade mental qui n'est pas pourvu d'un tuteur ou curateur et dont l'incapacité lui est attestée par certificat du surintendant d'un hôpital régi par la Loi des institutions pour malades mentaux (chap. 166) dans lequel ce malade est en cure fermée.
- Pouvoirs.** Il possède sur les biens de ces malades les pouvoirs énumérés au premier alinéa de l'article 343 du Code civil, sauf le cas visé à l'article 1298 de ce code.
- Durée des pouvoirs.** Sous réserve de l'article 8, il continue d'exercer les mêmes pouvoirs quand le malade est mis en congé en vertu de l'article 15 de la Loi des institutions pour malades mentaux ou est transféré à une institution hors de la province. Le malade a cependant l'entière administration du produit de son travail personnel pendant son congé.
- Certificat d'incapacité.** Le surintendant d'un hôpital fait examiner chaque malade sans délai après son admission et il décerne le certificat d'incapacité prévu au présent article sur l'avis du bureau médical de l'hôpital ou d'un comité de ce bureau lorsque l'état du malade et les circonstances rendent cette
6. The public curator shall be curator *ex officio* to every mental patient not provided with a tutor or curator and whose incompetence is attested to the public curator by the certificate of the superintendent of a hospital governed by the Mental Patients Institutions Act (Chap. 166) where such patient is under close treatment.
- He shall have over the property of such patients the powers enumerated in the first paragraph of article 343 of the Civil Code, saving the case of article 1298 of such Code.
- Subject to section 8, he shall continue to exercise the same powers when the patient is discharged in virtue of section 15 of the Mental Patients Institutions Act or is transferred to an institution outside the Province. Nevertheless the patient shall have the entire administration of the proceeds of his personal work during his discharge.
- The superintendent of a hospital shall have each patient examined promptly after admission and shall issue the certificate of incompetence provided for in this section on the advice of the medical board of the hospital or of a committee of such board when the patient's condition and the

mesure indispensable pour la protection de son patrimoine. 9 Geo. VI, c. 62, a. 6; 11 Geo. VI, c. 70, a. 1; 12 Geo. VI, c. 42, a. 2; 14 Geo. VI, c. 24, a. 1; 11-12 Eliz. II, c. 59, a. 2.

Acceptation de legs, etc.

7. Le curateur public peut, à sa seule discrétion, sans formalité et sans autorisation judiciaire, accepter un legs, une succession ou une donation revenant à l'un de ses administrés.

Responsabilité.

Lorsqu'il accepte un legs ou une succession, il n'est tenu aux dettes s'y rattachant qu'à concurrence de l'émolument réalisé par suite de cette acceptation. 9 Geo. VI, c. 62, a. 6a; 12 Geo. VI, c. 42, a. 3.

Cessation de pouvoirs.

8. Les pouvoirs du curateur public comme curateur d'office à un malade mental cessent de plein droit

a) lorsqu'il lui est signifié un jugement nommant un curateur ou un tuteur;

b) lorsque le surintendant de l'hôpital fait tenir au curateur public une déclaration à l'effet que, d'après les renseignements obtenus, il croit que le malade est en état d'administrer ses biens;

c) lorsque plus de six mois se sont écoulés depuis la date d'un congé d'essai notifié au curateur public sans que ce congé ait été révoqué;

d) lorsque la libération du malade ou l'annulation du certificat d'incapacité a été ordonnée par jugement définitif d'une cour compétente. 9 Geo. VI, c. 62, a. 7; 11 Geo. VI, c. 70, a. 2; 14 Geo. VI, c. 24, a. 2; 15-16 Geo. VI, c. 55, a. 3; 11-12 Eliz. II, c. 59, a. 3.

Signification de la requête.

9. Toute requête demandant l'interdiction d'un malade admis dans un hôpital au sens de la Loi des institutions pour malades mentaux (chap. 166) ou confié à un foyer ou à un parent ou allié, ou demandant la nomination d'un curateur à cette personne et à ses biens, doit être signifiée au curateur public, à son bureau, par ministère d'huissier, avec un avis d'au moins huit jours du lieu, du jour et de l'heure de sa présentation.

Opposition.

Le curateur public a droit de s'opposer à une telle requête lorsqu'il le juge dans l'intérêt du malade. 9 Geo. VI, c. 62, a. 8;

circumstances render the same necessary for the protection of his property. 9 Geo. VI, c. 62, s. 6; 11 Geo. VI, c. 70, s. 1; 12 Geo. VI, c. 42, s. 2; 14 Geo. VI, c. 24, s. 1; 11-12 Eliz. II, c. 59, s. 2.

7. The public curator may, at his own discretion, without any formality or judicial authorization, accept a legacy, a succession or a gift accruing to a person under his administration.

When he accepts a legacy or a succession, he shall be responsible for the debts relating thereto, only to the extent of the amount realized as a result of such acceptance. 9 Geo. VI, c. 62, s. 6a; 12 Geo. VI, c. 42, s. 3.

8. The powers of the public curator as curator *ex officio* to a mental patient shall cease *pleno jure*

(a) When he is served with a judgment appointing a curator or a tutor;

(b) When the superintendent of the hospital furnishes the public curator with a declaration that, according to information received, he believes that the patient is capable of administering his property;

(c) When more than six months have elapsed since the date of a discharge on trial reported to the public curator and such discharge has not been cancelled;

(d) When the discharge of the patient or the cancellation of the certificate of incompetence has been ordered by a final judgment of a court of competent jurisdiction. 9 Geo. VI, c. 62, s. 7; 11 Geo. VI, c. 70, s. 2; 14 Geo. VI, c. 24, s. 2; 15-16 Geo. VI, c. 55, s. 3; 11-12 Eliz. II, c. 59, s. 3.

9. Every petition for the interdiction of a person admitted to a hospital within the meaning of the Mental Patients Institutions Act (Chap. 166), to a home or entrusted to a person related or allied to him or asking for the appointment of a curator to such person and his property, must be served upon the public curator, at his office, by a bailiff, with a notice of at least eight days of the place, day and hour of its presentation.

The public curator shall have the right to contest such petition whenever he shall deem it is in the interest of the patient.

12 Geo. VI, c. 42, a. 4; 14 Geo. VI, c. 24, a. 3. 9 Geo. VI, c. 62, s. 8; 12 Geo. VI, c. 42, s. 4; 14 Geo. VI, c. 24, s. 3.

Adminis-
tration
continuée.

10. Après le décès du malade, l'administration du curateur public se continue jusqu'à l'acceptation de la succession par les héritiers. 9 Geo. VI, c. 62, a. 9; 14 Geo. VI, c. 24, a. 4.

10. After the death of the patient, the administration of the public curator shall continue until the succession is accepted by the heirs. 9 Geo. VI, c. 62, s. 9; 14 Geo. VI, c. 24, s. 4. Adminis-
tration
continued.

SUCCESSIONS

Curateur
d'office.

11. Chaque fois qu'une succession est déclarée vacante, le curateur public est d'office curateur à cette succession. 9 Geo. VI, c. 62, a. 10.

11. Whenever a succession is declared vacant, the public curator shall be curator *ex officio* to such succession. 9 Geo. VI, c. 62, s. 10. Curator
ex officio.

Adminis-
trateur
provisoi-
re.

12. Chaque fois qu'une cour ou un juge décide de nommer un administrateur provisoire aux biens d'une succession, cet administrateur provisoire doit être le curateur public.

12. Whenever a court or a judge decides to appoint a provisional administrator to the property of a succession, such provisional administrator must be the public curator. Provisional
adminis-
trator.

Requête.

Toute requête demandant la nomination d'un administrateur provisoire aux biens d'une succession doit être signifiée à l'assistant-procureur général, à son bureau, avec un avis de la date de sa présentation, au moins six jours avant cette date. 9 Geo. VI, c. 62, a. 11; 12 Geo. VI, c. 42, a. 5.

Every petition for the appointment of a provisional administrator to the property of a succession must be served upon the Deputy Attorney-General at his office, with a notice of the date of its presentation, at least six days before such date. 9 Geo. VI, c. 62, s. 11; 12 Geo. VI, c. 42, s. 5. Petition.

Adminis-
trateur
provisoire.

13. Le curateur public est d'office l'administrateur provisoire des successions, aussi longtemps qu'elles ne sont pas acceptées ou déclarées vacantes, lorsqu'il est démontré à sa satisfaction que les héritiers sont inconnus ou introuvables ou que les héritiers connus y ont renoncé. 9 Geo. VI, c. 62, a. 11a; 11 Geo. VI, c. 70, a. 3; 12 Geo. VI, c. 42, a. 6; 14 Geo. VI, c. 24, a. 5.

13. The public curator shall be *ex officio* the provisional administrator of successions, as long as they are not accepted or are declared vacant, when it is proved to his satisfaction that the heirs are unknown or untraceable or that the known heirs have renounced to same. 9 Geo. VI, c. 62, s. 11a; 11 Geo. VI, c. 70, s. 3; 12 Geo. VI, c. 42, s. 6; 14 Geo. VI, c. 24, s. 5. Provisional
adminis-
trator.

Idem.

14. Le curateur public est également d'office l'administrateur provisoire:

a) des biens de l'absent, au cas de l'article 86 du Code civil, tant qu'un jugement nommant un curateur ne lui est pas signifié;

b) des biens délaissés par une corporation éteinte, tant que le jugement nommant un curateur ne lui est pas signifié;

c) des valeurs et objets trouvés sur le cadavre d'un inconnu ou sur un cadavre non réclamé, sous réserve de l'article 57 de la Loi des coroners (chap. 29);

14. The public curator shall also be provisional administrator *ex officio*: Idem.

(a) of the property of an absentee, as provided by article 86 of the Civil Code, until a judgment appointing a curator has not been served upon him;

(b) of the property abandoned by a dissolved corporation, until the judgment appointing a curator has not been served upon him;

(c) of valuables and objects found on the corpse of an unknown person or on an unclaimed corpse under reserve of section 57 of the Coroners Act (Chap. 29);

d) des biens, situés dans la province et appartenant à la succession d'une personne domiciliée hors de la province lors de son décès et dont les héritiers sont inconnus;

e) des biens délaissés par un condamné à mort ou à une peine afflictive perpétuelle, à compter de la condamnation et aussi longtemps qu'un jugement nommant un curateur à ces biens n'est pas signifié au curateur public. 9 Geo. VI, c. 62, a. 11*b*; 12 Geo. VI, c. 42, a. 6; 14 Geo. VI, c. 24, a. 6; 15-16 Geo. VI, c. 55, a. 4.

(*d*) of the property situated in the Province and belonging to the estate of a person residing outside the Province at the time of his decease and whose heirs are unknown;

(*e*) of the property abandoned by a person sentenced to death or to perpetual penal servitude, as from his sentence and as long as a judgment appointing a curator to such property has not been served upon the public curator. 9 Geo. VI, c. 62, a. 11*b*; 12 Geo. VI, c. 42, s. 6; 14 Geo. VI, c. 24, s. 6; 15-16 Geo. VI, c. 55, s. 4.

Pouvoirs
comme
tel.

15. Le curateur public est autorisé à recevoir et à administrer, comme administrateur provisoire,

a) le produit d'une police d'assurance sur la vie d'une personne qui, lors de son décès, était domiciliée dans la province et dont le bénéficiaire est introuvable;

b) les valeurs mobilières, au sens de la Loi des valeurs mobilières (chap. 274), faisant partie d'une succession et non réclamées par les héritiers dans les cinq années de l'ouverture de cette succession;

c) la part revenant à l'héritier ou légataire, lorsque celui-ci est absent au sens de l'article 86 du Code civil et n'est pas pourvu d'un curateur, ou lorsqu'il est décédé avant le 21 juillet 1945 et qu'il était, lors de son décès, un aliéné non interdit placé dans un asile d'aliénés de la province. 9 Geo. VI, c. 62, a. 11*c*; 12 Geo. VI, c. 42, a. 6.

15. The public curator is authorized to receive and to administer, as provisional administrator, Powers as such.

(*a*) the proceeds of an insurance policy on the life of a person who at the time of his death was domiciled in the Province and the beneficiary of which is untraceable;

(*b*) securities as defined in the Securities Act (Chap. 274), which form part of a succession and are not claimed by the heirs within five years of the devolving of the succession;

(*c*) the share accruing to the heir or legatee when he is an absentee within the meaning of article 86 of the Civil Code and is not provided with a curator, or in the event of his being deceased before the 21st of July 1945 if he was at the time of his death a non-interdicted insane person confined in a lunatic asylum of the Province. 9 Geo. VI, c. 62, s. 11*c*; 12 Geo. VI, c. 42, s. 6.

BIEN SANS MAÎTRE

Saisine.

16. Le curateur public a la saisine des biens sans maître et de ceux qui deviennent la propriété de la couronne par déshérence ou confiscation.

Effets
déposés.

Sont assimilés à des biens sans maître les effets déposés entre les mains des greffiers des tribunaux de juridiction criminelle, à la suite ou à l'occasion d'une poursuite ou de procédures quelconques devant ces tribunaux, et qui ne sont pas réclamés dans les deux années du jugement final ou de l'abandon des procédures. 9 Geo. VI, c. 62, a. 12; 12 Geo. VI, c. 42, a. 7.

PROPERTY WITHOUT AN OWNER

16. The public curator shall have the Seizin. seizin of property without an owner and of property that devolves to the Crown by failure of heirs or by forfeiture.

Are assimilated to property without an owner the effects deposited in the hands of the clerks of courts of criminal jurisdiction following or in the event of a prosecution or of any proceedings before such courts, and which have not been claimed within two years of the final judgment or of the discontinuance of the proceedings. 9 Geo. VI, c. 62, s. 12; 12 Geo. VI, c. 42, s. 7. Effects deposited.

ADMINISTRATION DU CURATEUR PUBLIC

ADMINISTRATION OF THE PUBLIC CURATOR

Disposi-
tions ap-
plicables.

17. Les dispositions du Code civil et du Code de procédure civile s'appliquent, *mutatis mutandis*, au curateur public, sauf les dérogations prévues par la présente loi.

Inven-
taire som-
maire.

Dans l'exercice de ses fonctions comme curateur ou comme administrateur provisoire d'une succession, le curateur public fait un inventaire sommaire des biens confiés à sa gestion; il doit, dans la préparation de cet inventaire et l'administration de ces biens, se conformer aux règlements édictés en vertu de l'article 30.

Inven-
taire com-
plet.

S'il appert de l'inventaire sommaire d'une succession que sa valeur, déduction faite des charges, excède mille cinq cents dollars, le curateur public doit en faire faire l'inventaire conformément à l'article 662 du Code civil. 9 Geo. VI, c. 62, a. 13; 11 Geo. VI, c. 70, a. 4; 12 Geo. VI, c. 42, a. 8; 15-16 Geo. VI, c. 55, a. 5.

Avis.

18. Lorsqu'il agit comme curateur d'office à une succession vacante, le curateur public fait connaître avec diligence sa qualité, par avis publié une fois dans la *Gazette officielle de Québec* et au moins deux fois dans deux journaux, dont l'un de langue française et l'autre de langue anglaise. Lorsqu'il agit en une autre qualité, il en donne avis de la manière prévue par les règlements adoptés sous l'autorité de l'article 30. 9 Geo. VI, c. 62, a. 13a; 15-16 Geo. VI, c. 55, a. 6.

Biens en
deshéren-
ce.

19. Jusqu'à l'émanation d'un jugement décrétant l'envoi en possession de la couronne, le curateur public remplit tous les devoirs et exerce tous les pouvoirs conférés au ministre des terres et forêts en vertu de la Loi des biens en deshérence ou confisqués (chap. 315). 9 Geo. VI, c. 62, a. 14; 12 Geo. VI, c. 42, a. 9.

Pouvoirs.

20. Le curateur public, à ce titre et à titre d'administrateur provisoire, peut ester en justice.

Il peut aussi, sous réserve du dernier alinéa du présent article,

a) transiger dans l'intérêt de ses administrés;

17. The provisions of the Civil Code and of the Code of Civil Procedure shall apply, *mutatis mutandis*, to the public curator, except the derogations specified in the present act.

Provisions
to apply.

In the exercise of his functions as curator or provisional administrator of a succession, the public curator shall make a summary inventory of the property entrusted to his administration; he shall, in the preparation of such inventory and the administration of such property, comply with the regulations enacted under section 30.

Summary
inventory.

If it appears by the summary inventory of a succession that its value, after deducting the charges, exceeds one thousand five hundred dollars, the public curator shall have an inventory made thereof in accordance with article 662 of the Civil Code. 9 Geo. VI, c. 62; s. 13; 11 Geo. VI, c. 70, s. 4; 12 Geo. VI, c. 42, s. 8; 15-16 Geo. VI, c. 55, s. 5.

Complete
inventory.

18. When he acts as curator *ex officio* to a vacant succession, the public curator shall promptly make known his capacity, by notice published once in the *Quebec Official Gazette* and at least twice in two newspapers, of which one is published in English and the other in French. When he acts in any other capacity he shall give notice thereof in the manner contemplated by the regulations made under section 30. 9 Geo. VI, c. 62, s. 13a; 15-16 Geo. VI, c. 55, s. 6.

Notice.

19. Until a judgment is rendered ordering livery of seizin to the Crown, the public curator shall perform all the duties and exercise all the powers conferred upon the Minister of Lands and Forests under the Escheat and Confiscation Act (Chap. 315). 9 Geo. VI, c. 62, s. 14; 12 Geo. VI, c. 42, s. 9.

Escheats,
etc.

20. The public curator as such and as provisional administrator may appear before the courts.

Powers.

He may also, under reserve of the last paragraph of this section,

(a) transact in the interest of the persons under his jurisdiction;

b) provoquer le partage d'un bien ou d'une entreprise dont une partie indivise est soumise à son administration et participer à un tel partage, soit judiciairement soit par convention;

c) continuer une entreprise établie.

Le curateur public exerce sans autorisation les pouvoirs mentionnés au deuxième alinéa, lorsque le montant ou la valeur en jeu pour son administré n'excède pas mille cinq cents dollars; dans les autres cas, l'autorisation du juge suffit. 9 Geo. VI, c. 62, a. 14a; 12 Geo. VI, c. 42, a. 10; 15-16 Geo. VI, c. 55, a. 7.

(b) cause a partition to be made of a property or of an undertaking, of which an undivided part is subject to his administration, and take part in such partition, either judicially or by agreement;

(c) continue an undertaking which is already established.

The public curator shall, without authorization, exercise the powers mentioned in the second paragraph, when the amount or value involved for the person under his jurisdiction does not exceed one thousand five hundred dollars; in all other cases, the authorization of the judge is sufficient. 9 Geo. VI, c. 62, s. 14a; 12 Geo. VI, c. 42, s. 10; 15-16 Geo. VI, c. 55, s. 7.

Pouvoir d'enquête.

21. Le curateur public peut tenir toute enquête relativement aux biens dont il a ou pourrait avoir l'administration ou la saisine ou qui pourraient comporter un droit ou un intérêt de la couronne.

Délégation de pouvoirs.

Le curateur public peut, avec l'autorisation du procureur général, déléguer ses pouvoirs en vertu du présent article à une autre personne.

Pouvoirs d'enquête.

Pour les fins de l'enquête, le curateur public et la personne ainsi désignée sont revêtus de tous les pouvoirs conférés à un commissaire nommé en vertu de la Loi des commissions d'enquête (chap. 11). 9 Geo. VI, c. 62, a. 15; 10 Geo. VI, c. 52, a. 1; 11 Geo. VI, c. 70, a. 5; 12 Geo. VI, c. 42, a. 11.

21. The public curator may hold any investigation concerning the property of which he has or may have the administration or the seizin or which may affect a right or an interest of the Crown.

The public curator may, with the authorization of the Attorney-General, delegate his powers under the present section to another person.

For the purposes of the inquiry, the public curator and the person designated shall possess all the powers conferred upon a Commissioner by the Public Inquiry Commission Act (Chap. 11). 9 Geo. VI, c. 62, s. 15; 10 Geo. VI, c. 52, s. 1; 11 Geo. VI, c. 70, s. 5; 12 Geo. VI, c. 42, s. 11.

Distinction entre les biens administrés.

22. Les biens dont l'administration est confiée au curateur public ne doivent pas être confondus avec ceux de la couronne tant qu'ils ne sont pas devenus la propriété de cette dernière.

Idem.

Ils ne doivent pas non plus être confondus les uns avec les autres et doivent faire l'objet d'une administration distincte pour chaque cas.

Un seul placement.

Cependant le curateur public peut réunir en un seul placement des deniers provenant des sources différentes et dont il a l'administration. 9 Geo. VI, c. 62, a. 16; 10 Geo. VI, c. 52, a. 2; 14 Geo. VI, c. 24, a. 7.

22. The property whereof the administration is entrusted to the public curator must not be merged with that of the Crown, so long as it has not become its property.

Neither must there be a merging of property the one with the other, but there must be a separate administration in each case.

Nevertheless, the public curator may combine into only one investment the funds coming from various sources and of which he has the administration. 9 Geo. VI, c. 62, s. 16; 10 Geo. VI, c. 52, s. 2; 14 Geo. VI, c. 24, s. 7.

Pouvoir d'emprunter.

23. Le curateur public peut emprunter, sur la garantie des biens compris dans le patrimoine qu'il administre, les sommes nécessaires pour maintenir un im-

23. The public curator may borrow, upon the security of the property included in the estate which he administers, the sums necessary to maintain an immoveable

- meuble en bon état d'entretien et de réparation et pour acquitter les charges qui le grèvent. 9 Geo. VI, c. 62, a. 16a; 11 Geo. VI, c. 70, a. 6; 12 Geo. VI, c. 42, a. 12.
- Pouvoir de vendre avec autorisation.** **24.** Dans l'exercice de ses fonctions comme curateur ou comme administrateur provisoire, le curateur public peut, lorsqu'il le juge nécessaire ou avantageux, vendre de gré à gré ou à l'enchère tout bien meuble et immeuble dont il a l'administration, avec l'autorisation d'un juge de la Cour supérieure et aux conditions que celui-ci détermine.
- Sans autorisation.** Toutefois, aucune autorisation n'est requise pour la vente d'un bien dont la valeur n'excède pas mille cinq cents dollars. 9 Geo. VI, c. 62, a. 17; 12 Geo. VI, c. 42, a. 13; 15-16 Geo. VI, c. 55, a. 8.
- Reddition de comptes.** **25.** Le curateur public rend compte, selon le cas,
 a) au curateur nommé par jugement;
 b) à l'héritier, jusque là inconnu ou introuvable, qui se présente et établit sa qualité;
 c) à l'héritier qui accepte la succession de l'aliéné décédé;
 d) au malade mental qui recouvre le droit d'administrer ses biens;
 e) à l'absent, après son retour;
 f) à tout autre intéressé dans un bien dont le curateur public a l'administration. 9 Geo. VI, c. 62, a. 17a; 12 Geo. VI, c. 42, a. 13; 14 Geo. VI, c. 24, a. 8; 11-12 Eliz. II, c. 59, a. 4.
- Procédure.** **26.** Les dispositions de l'article 24 prévalent sur celles des articles 1341 à 1404, inclusivement, du Code de procédure civile et tiennent lieu de toutes les formalités prescrites par ces articles. 9 Geo. VI, c. 62, a. 18.
- Requête.** **27.** Toute demande d'autorisation judiciaire par le curateur public est formée par requête sommaire adressée à un juge de la Cour supérieure dans le district du lieu où se trouve, en totalité ou en partie, le bien ou l'entreprise concernée ou, selon le cas, du lieu où la succession s'est ouverte. 9 Geo. VI, c. 62, a. 18a; 12 Geo. VI, c. 42, a. 14.
- in good repair and to discharge the encumbrances affecting same. 9 Geo. VI, c. 62, s. 16a; 11 Geo. VI, c. 70, s. 6; 12 Geo. VI, c. 42, s. 12.
- Power to sell, with authorization.** **24.** In the exercise of his duties as curator or provisional administrator, the public curator may, if he deems it necessary or advantageous to do so, sell by private agreement or at auction any moveable and immoveable property subject to his administration, after being authorized to do so by a judge of the Superior Court under such conditions as the latter may determine.
- Without authorization.** However, no authorization is required for the sale of property the value of which does not exceed one thousand five hundred dollars. 9 Geo. VI, c. 62, s. 17; 12 Geo. VI, c. 42, s. 13; 15-16 Geo. VI, c. 55, s. 8.
- Rendering of accounts.** **25.** The public curator shall render an account, as the case may be,
 (a) to the curator appointed by judgment;
 (b) to the heir, until then unknown or untraceable who appears and establishes his quality;
 (c) to the heir who accepts the succession of the deceased insane person;
 (d) to the mental patient who recovers the rights to administer his property;
 (e) to the absentee, upon his return;
 (f) to any other person having an interest in property which is subject to the administration of the public curator. 9 Geo. VI, c. 62, s. 17a; 12 Geo. VI, c. 42, s. 13; 14 Geo. VI, c. 24, s. 8; 11-12 Eliz. II, c. 59, s. 4.
- Procedure.** **26.** The provisions of section 24 shall prevail over those of articles 1341 to 1404, inclusive, of the Code of Civil Procedure and shall be in lieu of all the formalities prescribed by the said articles. 9 Geo. VI, c. 62, s. 18.
- Petition.** **27.** To obtain judicial authorization, the public curator shall proceed by way of a summary petition addressed to a judge of the Superior Court in the district in which the whole or part of the property or undertaking concerned is situate or, as the case may be, in the district wherein the succession devolved. 9 Geo. VI, c. 62, s. 18a; 12 Geo. VI, c. 42, s. 14.

HONORAIRES ET DÉPENSES

Honoraires, etc.

28. Le curateur public a droit d'exiger, pour l'administration des biens qui lui sont confiés, le remboursement de ses dépenses et le paiement des honoraires fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil. 9 Geo. VI, c. 62, a. 19; 10 Geo. VI, c. 52, a. 3; 12 Geo. VI, c. 42, a. 15; 9-10 Eliz. II, c. 8, a. 7.

Fonds consolidé.

29. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner que toute partie disponible de ce fonds soit versée au fonds consolidé du revenu. 9 Geo. VI, c. 62, a. 21.

FEES AND EXPENSES

Fees, etc.

28. The public curator shall be entitled to recover, for the administration of property entrusted to him, the amount of his expenses and such fees as shall be determined by the Lieutenant-Governor in Council. 9 Geo. VI, c. 62, s. 19; 10 Geo. VI, c. 52, s. 3; 12 Geo. VI, c. 42, s. 15; 9-10 Eliz. II, c. 8, s. 7.

29. The Lieutenant-Governor in Council may order that any available part of such fund be paid into the consolidated revenue fund. 9 Geo. VI, c. 62, s. 21.

RÈGLEMENTATION ET RAPPORTS

Réglementation.

30. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter, modifier ou abroger des règlements concernant

a) l'administration des biens confiés à la garde du curateur public en vertu des dispositions de la présente loi;

b) les placements qu'il peut faire des deniers en sa possession, conformément aux articles 981^o et suivants du Code civil;

c) la comptabilité qu'il doit tenir;

d) le tarif des honoraires prévu à l'article 28;

e) l'exécution générale de la présente loi. 9 Geo. VI, c. 62, a. 22.

REGULATIONS AND REPORTS

30. The Lieutenant-Governor in Council may make, amend or repeal regulations respecting

(a) The administration of the property entrusted to the care of the public curator by virtue of the provisions of this act;

(b) The investments which he may make of the moneys in his possession, in conformity with articles 981^o and following of the Civil Code;

(c) The accounts to be kept by him;

(d) The tariff of fees contemplated in section 28;

(e) The carrying out of this act in general. 9 Geo. VI, c. 62, s. 22.

Rapports.

31. Chaque année, avant le 31 janvier, le curateur public doit faire rapport au ministre des finances de son administration pendant l'année précédente. Il doit en outre faire un rapport provisoire de son administration chaque fois que le ministre des finances le requiert. 9 Geo. VI, c. 62, a. 23.

31. Each year, before the 31st of January, the public curator shall make a report to the Minister of Finance of his administration during the preceding year. He shall also make a provisional report of his administration whenever so required by the Minister of Finance. 9 Geo. VI, c. 62, s. 23.

Exécution de la loi.

32. Le ministre des finances est chargé de l'exécution de la présente loi. 9 Geo. VI, c. 62, a. 24; 11-12 Eliz. II, c. 59, a. 5.

32. The Minister of Finance shall have charge of the carrying out of this act. 9 Geo. VI, c. 62, s. 24; 11-12 Eliz. II, c. 59, s. 5.